

## Niveau 4.

Rang 44	Agent chef
Rang 43	Agent principal
	Chef huissier principal
Rang 42	Agent
	Chef huissier
Rang 41	Messenger-huissier principal
Rang 40	Messenger-huissier

## B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service

## Niveau 3.

Rang 34	Chef d'atelier de 1re classe
Rang 32	Contremaître de 2e classe
Rang 30	Contremaître de 3e classe

## Niveau 4.

Rang 44	Premier ouvrier spécialiste A
Rang 43	Premier ouvrier spécialiste
Rang 42	Conducteur d'auto-mécanicien
	Ouvrier qualifié B
Rang 41	Ouvrier qualifié A
Rang 40	Manoeuvre B

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 octobre 1991 relatif au classement hiérarchique des grades dont les fonctionnaires de la Société publique des Déchets pour la Région flamande peuvent être titulaires.

Bruxelles, le 30 octobre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,  
T. KELCHTERMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 113

[C — 27002]

24 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant, pour l'année 1991, les communes en difficulté financière et les modalités de répartition de la somme affectée au critère visé à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 20, § 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que des communes ont dû contracter au cours des dernières années des emprunts de trésorerie pour faire face à des difficultés financières considérables et spécifiques;

Considérant que, parmi celles-ci, les communes de La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur devront de ce fait effectuer dans les prochaines années des remboursements tels qu'il leur sera impossible d'équilibrer leur budget;

Considérant que, par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 décembre 1989, les cinq communes précitées avaient déjà bénéficié d'une intervention complémentaire spéciale destinée à rendre supportable la charge de remboursement de divers emprunts de trésorerie qu'elles ont dû contracter pour faire face à leurs difficultés financières;

Considérant que si cette intervention complémentaire n'était plus octroyée, il s'en suivrait une augmentation subite de la charge financière telle que ces cinq communes seraient dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations financières et d'établir des prévisions budgétaires appropriées;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les cinq communes précitées connaissent une situation financière structurellement obérée;

Considérant qu'en 1991, les communes qui ont bénéficié d'un ou plusieurs emprunts de trésorerie garanti par la Région wallonne ont accepté de recevoir un inspecteur régional dont le traitement et les frais de mission étaient à leur charge; que ces traitements et frais, au lieu d'être prélevés à charge des communes concernées, ont été simplement portés au débit du compte n° 091-0085660-38 ouvert par la Région wallonne au Crédit communal de Belgique;

Considérant que les communes concernées aggraveraient leurs difficultés financières ou ne manqueraient pas d'en connaître de nouvelles si un prélèvement représentant un total actuel de quelque 20 000 000 de francs — soit une année de traitement et une année de frais — venait à être effectué à présent; qu'il s'en suit que la tranche visée à l'article 20, § 4, du décret précité, peut à juste titre servir pour permettre à ces communes d'apurer, à concurrence du solde de ladite tranche, le solde débiteur du compte n° 091-0085660-38;

Considérant que, outre les cinq communes précitées, dix-huit communes ont dû contracter au cours des dernières années des emprunts de trésorerie garantis par la Région wallonne pour faire face à des difficultés financières considérables et spécifiques; que ces communes n'ont pas encore terminé le remboursement desdits emprunts; que dans ces circonstances elles peuvent être considérées comme structurellement obérées et sont d'ailleurs placées sous plan d'assainissement financier;

Considérant dès lors que ces dix-huit communes peuvent participer à juste titre au solde de la tranche visée à l'article 20, § 4, du décret précité du 20 juillet 1989;

Vu l'accord du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Vu l'urgence, motivée par le fait que, eu égard à la situation financière de ces communes, il s'indique de fixer sans retard les modalités de répartition de la somme revenant à celles-ci;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'année 1991, sont reconnues en difficulté financière les communes suivantes :

1° La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur;

2° les communes ayant bénéficié d'un ou plusieurs emprunts de trésorerie garantis par la Région wallonne et qui, au cours de l'année 1991, ont eu un inspecteur régional dont le traitement ou les frais de mission ont été imputés au compte n° 091-0085660-38 « frais des inspecteurs régionaux » ouvert par la Région wallonne au Crédit communal de Belgique;

3° les dix-huit communes, autres que les cinq précitées qui, au 1er janvier 1991, bénéficiaient encore d'un ou de plusieurs emprunts de trésorerie garantis par la Région wallonne et non entièrement remboursés à cette date.

**Art. 2.** Il est accordé aux communes de La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur une intervention représentant la prise en charge de 3,5 % d'intérêt dans les emprunts d'aide extraordinaire, les emprunts d'assainissement et les reconstructions des charges échues desdits emprunts, pour autant qu'ils aient été contractés par les communes précitées depuis l'année 1981 et que leur remboursement ait été étalé jusqu'au 31 décembre 2010.

L'intervention correspond à la différence entre l'annuité totale calculée au taux en vigueur de ces emprunts et l'annuité totale calculée à ce taux diminué de 3,5 %.

**Art. 3.** Il est accordé une intervention à toutes les communes où, au cours de l'année 1991, un inspecteur régional a exercé une mission de contrôle, à savoir : Amay, Ath, Châtelet, Chièvres, Courcelles, Couvin, Dinant, Flémalle, Frameries, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Honnelles, La Hulpe, La Louvière, Mons, Montigny-le-Tilleul, Namur, Nivelles, Péruwelz, Seraing, Thuin, Verviers et Wareme.

Cette intervention est égale au solde débiteur du compte n° 091-0085660-38 « frais des inspecteurs régionaux » qui enregistre l'ensemble des dépenses relatives aux inspecteurs régionaux.

Elle est calculée au prorata du nombre de mois de la mission de l'inspecteur régional, au cours de cette année, dans la commune considérée et au prorata du chiffre de population de la commune au 1er janvier 1990.

**Art. 4.** Après l'attribution des interventions visées aux articles 2 et 3, il est accordé, sur le solde de la tranche, une intervention à toutes les communes autres que celles visées à l'article 2 et qui ont bénéficié d'un ou de plusieurs emprunts de trésorerie garantis par la Région wallonne et non encore entièrement remboursés au 1er janvier 1991, à savoir : Amay, Ath, Châtelet, Chièvres, Courcelles, Couvin, Dinant, Flémalle, Frameries, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Honnelles, La Hulpe, Montigny-le-Tilleul, Nivelles, Péruwelz, Thuin, Wanze et Wareme.

L'intervention est calculée, par commune, au prorata du solde restant à rembourser, par habitant, sur les emprunts de trésorerie au 1er janvier 1991. Le nombre d'habitants est celui établi au 1er janvier 1990.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 juin 1991, fixant les critères de répartition du crédit prévu à l'article 43.06.02 du programme 02 de la section 14 par le décret du 20 décembre 1990 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1991, le coefficient de majoration de 0,03802489323578 ne s'applique pas aux quotes-parts résultant de la répartition de la présente tranche, mais à la globalité de celle-ci.

**Art. 6.** Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME.

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. VAN der BIEST

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 113

**24. OKTOBER 1991.** — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung, für das Jahr 1991, der Gemeinden, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden, und der Modalitäten für die Verteilung der für das in Artikel 20 § 4 des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden erwähnte Kriterium bestimmten Summe

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6 § 1 VIII 2°;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden, insbesondere des Artikels 20 § 4;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980 und durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

In der Erwägung, daß gewisse Gemeinden in den letzten Jahren Kassenkredite aufnehmen mußten, um erhebliche und spezifische finanzielle Schwierigkeiten zu bewältigen;

In der Erwägung, daß unter diesen Gemeinden die Gemeinden La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur deshalb in den kommenden Jahren dermaßen Rückzahlungen leisten müssen werden, daß sie nicht instande werden, ihren Haushaltsplan im Gleichgewicht zu halten;

In der Erwägung, daß durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Dezember 1989 die fünf vorerwähnten Gemeinden eine spezielle zusätzliche Beihilfe erhalten haben, um die Rückzahlungslast verschiedener Kassenkredite erträglich zu machen, die sie aufnehmen mußten, um ihre finanziellen Schwierigkeiten zu bewältigen;

In der Erwägung, daß eine solche unvermittelte Erhöhung der finanziellen Last folgen würde, daß diese fünf Gemeinden nicht instande würden ihre finanziellen Verpflichtungen zu bewältigen und angemessene Haushaltsvoranschläge aufzustellen, wenn diese zusätzliche Beihilfe nicht mehr gewährt wurde;

In der Erwägung, daß daraus hervor geht, daß die fünf vorerwähnten Gemeinden strukturell mit Schulden belastet sind;

In der Erwägung, daß die Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten haben, in 1991 die Anwesenheit eines regionalen Inspektors akzeptiert haben, dessen Gehälter und Dienstreisekosten zu ihren Lasten gingen; daß diese Gehälter und Kosten zur Last des von der Wallonischen Region beim Gemeindegeld von Belgien eröffneten Kontos Nr. 091-0085660-38 geschrieben worden sind, statt zu Lasten der betreffenden Gemeinden abgezogen zu werden;

In der Erwägung, daß die betreffenden Gemeinden ihre finanziellen Schwierigkeiten verschlimmern würden und bestimmt neue Schwierigkeiten haben würden, wenn jetzt ein Abzug vorgenommen wurde, der sich zur Zeit auf insgesamt ca. 20 Millionen Franken — d.h. ein Jahr Gehälter und ein Jahr Kosten — beläuft; daß demnach die in Artikel 20 § 4 des vorerwähnten Dekrets erwähnte Summe zu Recht dazu dienen kann, diesen Gemeinden die Möglichkeit zu geben, den Debitsaldo des Kontos Nr. 091-0085660-38 bis zur Höhe des Restbetrags der besagten Summe abzudecken;

In der Erwägung, daß, außer den fünf vorerwähnten Gemeinden, achtzehn Gemeinden in den letzten Jahren von der Region garantierte Kassenkredite aufnehmen mußten, um erhebliche und spezifische finanzielle Schwierigkeiten zu bewältigen; daß diese Gemeinden die Rückzahlung dieser besagten Kredite noch nicht beendet haben; daß sie unter diesen Umständen als strukturell mit Schulden belastet betrachtet werden können und übrigens unter einem Sanierungsplan gestellt sind;

In der Erwägung, daß, diese achtzehn Gemeinden deshalb sich mit vollem Recht am Saldo des im Artikel 20 § 4 des vorerwähnten Dekrets vom 20. Juli 1989 erwähnten Betrags beteiligen können;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß die Modalitäten für die Verteilung des diesen Gemeinden zustehenden Betrags angesichts ihrer Finanzlage unverzüglich bestimmt werden sollten;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsstellen Arbeiten und dem Wasser,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Für das Jahr 1991 werden folgende Gemeinden als solche anerkannt, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden :

1° La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur;

2° die Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten haben und im Jahr 1991 einen regionalen Inspektor gehabt haben, dessen Gehalt und Dienstreisekosten zur Last des von der Wallonischen Region beim Gemeindegeld von Belgien eröffneten Kontos Nr. 091-0085660-38 « Kosten in bezug auf die regionalen Inspektoren » geschrieben worden sind;

3° die achtzehn Gemeinden, außer den fünf vorerwähnten Gemeinden, die zum 1. Januar 1991 noch einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierten Kassenkredite erhalten und diese noch nicht ganz zurückgezahlt haben.

**Art. 2.** Den Gemeinden La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur wird eine Beihilfe gewährt, die eine Beteiligung von 3,5 % an den Zinsen der Anleihen für außergewöhnliche Hilfe, der Sanierungsanleihen und der erneuten Konsolidationen der fälligen Lasten dieser Anleihen darstellt, sofern letztere nach 1981 von den vorerwähnten Gemeinden aufgenommen worden sind und ihre Rückzahlung sich bis 2010 erstreckt.

Die Beihilfe entspricht der Differenz zwischen der gesamten zum geltenden Zinssatz berechneten Annuität und der gesamten zu diesem um 3,5 % verringerten Zinssatz berechneten Annuität.

**Art. 3.** Eine Beihilfe wird allen Gemeinden, wo ein regionaler Inspektor im Jahre 1991 eine Kontrollaufgabe ausgeübt hat, d. h. Amay, Ath, Châtelet, Chièvres, Courcelles, Couvin, Dinant, Flémalle, Frameries, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Honnelles, La Hulpe, La Louvière, Mons, Montigny-le-Tilleul, Namur, Nivelles, Péruwelz, Seraing, Thuin, Verviers und Waremmes gewährt.

Diese Beteiligung ist gleich dem Debetsaldo des Kontos Nr. 091-0085660-38 « Kosten in bezug auf die regionalen Inspektoren », das die gesamten Ausgaben bezüglich der regionalen Inspektoren bucht.

Sie wird im Verhältnis zur Anzahl Monate, während deren der regionale Inspektor in diesem Jahre in der betreffenden Gemeinde erfüllt hat und im Verhältnis zur Bevölkerungszahl der Gemeinde am 1. Januar 1990 berechnet.

**Art. 4.** Nach Zuteilung der in Artikel 2 und 3 erwähnten Beihilfe wird allen außer den in Artikel 2 erwähnten Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten und am 1. Januar noch nicht ganz zurückgezahlt haben d.h. Amay, Ath, Châtelet, Chièvres, Courcelles, Couvin, Dinant, Flémalle, Frameries, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Honnelles, La Hulpe, Montigny-le-Tilleul, Nivelles, Péruwelz, Thuin, Wanze und Waremme, vom Restbetrag der Summe eine Beihilfe gewährt.

Die Beteiligung wird pro Gemeinde im Verhältnis zum noch zu zahlenden Restbetrag, pro Bewohner und gemäß den Kassenkrediten am 1. Januar 1991 berechnet. Die Bevölkerungszahl ist die am 1. Januar 1990 aufgestellte Zahl.

**Art. 5.** In Abweichung des Artikels 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Juni 1991 zur Festlegung der Kriterien für die Verteilung der in Artikel 43.06.02 des Programms 02 von Abschnitt 14 des Dekrets vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1991 vorgesehenen Mittel findet der Erhöhungskoeffizient von 0,03802469323578 keine Anwendung auf die Anteile, die sich aus der Verteilung der vorliegenden Summe ergeben, aber auf die Gesamtheit von dieser Summe.

**Art. 6.** Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschulden Arbeiten und dem Wasser, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Oktober 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
den Bezugschulden Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 113

**24 OKTOBER 1991.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling, voor het jaar 1991, van de gemeenten die financiële problemen hebben en tot bepaling van de modaliteiten voor de verdeling van het bedrag bestemd voor het criterium bedoeld in artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financiering van de Waalse gemeenten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financiering van de Waalse gemeenten, inzonderheid op artikel 20, § 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en bij de wet van 4 juli 1989;

Overwegende dat de gemeenten gedurende de laatste jaren kasgeldleningen hebben moeten sluiten ten einde zware en specifieke financiële problemen te kunnen bestrijden;

Overwegende dat onder die gemeenten, de gemeenten La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen daardoor, die leningen binnen de komende jaren zullen moeten terugbetalen en dat het dus voor hen onmogelijk zal zijn hun begroting sluitend te maken;

Overwegende dat de vijf hiervoor vermelde gemeenten krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 december 1989 al een bijzondere aanvullende tegemoetkoming hadden genoten ten einde de terugbetalingslasten van de verschillende kasgeldleningen, gesloten om hun financiële problemen te bestrijden, draaglijk te maken;

Overwegende dat de afschaffing van die aanvullende tegemoetkoming een plotselinge verhoging van de financiële lasten tot gevolg zou hebben, zodat die vijf gemeenten niet in staat zouden zijn hun financiële verplichtingen waar te nemen en aangepaste begrotingsprovisies op te maken;

Overwegende dat de vijf voormelde gemeenten zich daardoor in een structureel zwaar belaste financiële toestand bevinden;

Overwegende tenslotte dat de gemeenten die één of meerdere door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten, in 1991 aanvaard hebben een gewestelijke inspecteur te ontvangen, wiens wedde en opdrachtkosten te hunnen laste kwamen; dat de rekening nr. 091-0085660-38 geopend op naam van het Waalse Gewest bij het Gemeentekrediet van België, met die wedden en kosten gewoon werd gedebiteerd, terwijl zij ten laste van de betrokken gemeenten moesten komen;

Overwegende dat de betrokken gemeenten hun financiële problemen zouden verzwaren of nieuwe financiële problemen zouden kunnen hebben, indien nu een actueel bedrag van ongeveer 20 000 000 frank — hetzij één jaar wedde een één jaar kosten — nu geheven zou worden; dat de in artikel 20, § 4, van voornoemd decreet bedoelde tranche terecht kan worden aangewend ten einde die gemeenten in de mogelijkheid te stellen het debetsaldo van de rekening nr. 091-0085660-38 ten belope van het saldo van die tranche, aan te zuiveren;

Overwegende dat, naast de vijf hiervoor vermelde gemeenten, achttien gemeenten gedurende de laatste jaren kasgeldleningen gewaarborgd door het Waalse Gewest hebben moeten sluiten ten einde zware en specifieke financiële problemen te kunnen bestrijden; dat die gemeenten die leningen nog niet geheel hebben terugbetaald; dat zij in die omstandigheden beschouwd kunnen worden als gemeenten die zich in een structureel zwaar belaste financiële toestand bevinden;

Overwegende dientengevolge dat die achttien gemeenten de in artikel 20, § 4, van voornoemd decreet van 20 juli 1984 bedoelde tranche terecht kunnen genieten;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat, rekening houdend met de financiële toestand van die gemeenten, het geboden is onverwijld de modaliteiten inzake verdeling van de som die hen toekomt, vast te stellen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor het jaar 1991 worden de volgende gemeenten erkend als gemeenten met financiële problemen :

1° La Louvière, Bergen, Verviers en Namen;

2° de gemeenten die één of meerdere door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten en die gedurende het jaar 1991, een gewestelijke inspecteur hebben ontvangen, wiens wedde en opdrachtkosten ten laste van de rekening 091-0085660-38 « Kosten van de gewestelijke inspecteurs », geopend op naam van het Waalse Gewest bij het Gemeentekrediet van België, zijn gekomen;

3° de andere achttien gemeenten dan de vijf voormelde gemeenten die op 1 januari 1991 nog één of meerdere kasgeldleningen gewaarborgd door het Waalse Gewest zouden genieten en die op die datum niet volledig terugbetaald worden.

**Art. 2.** Een tegemoetkoming die een ten laste nemen van 3,5 % interesten bedraagt in de leningen voor uitzonderlijke hulp, in de saneringsleningen en in de reconsolidaties van de vervallen lasten van die leningen, wordt verleend aan de gemeenten La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen, voor zover die leningen sedert het jaar 1981 door voornoemde gemeenten werden aangegaan en de terugbetaling ervan tot 2010 werd gespreid.

De tegemoetkoming bedraagt het verschil tussen de totale annuïteit berekend tegen de geldende rentevoet van die leningen en de totale annuïteit berekend tegen die rentevoet vermindert met 3,5 %.

**Art. 3.** Een tegemoetkoming werd verleend aan elke gemeente waar tijdens het jaar 1991 een gewestelijke inspecteur een controleopdracht heeft vervuld, namelijk : Amay, Aat, Châtelet, Chièvres, Courcelles, Couvin, Dinant, Flémalle, Frameries, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Honnelles, Terhulpen, La Louvière, Bergen, Montigny-le-Tilleul, Namen, Nijvel, Péruwelz, Seraing, Thuin, Verviers en Borgworm.

Die tegemoetkoming bedraagt het debetsaldo van de rekening 091-0085660-38 « Kosten van de gewestelijke inspecteur » die alle uitgaven met betrekking tot de gewestelijke inspecteurs opneemt.

Zij wordt berekend naar rata van het aantal maanden van de door de gewestelijke inspecteur in de betrokken gemeenten tijdens dit jaar vervulde opdracht en naar rata van het bevolkingscijfer op 1 januari 1991.

**Art. 4.** Na de toekenning van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde tegemoetkomingen wordt een tegemoetkoming verleend op het saldo van de tranche aan de andere gemeenten dan die bedoeld in artikel 2 die één of meerdere door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten welke op 1 januari 1991 nog niet volledig terugbetaald worden, namelijk : Amay, Aat, Châtelet, Chièvres, Courcelles, Couvin, Dinant, Flémalle, Frameries, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Honnelles, Terhulpen, Montigny-le-Tilleul, Nijvel, Péruwelz, Thuin, Wanze en Borgworm.

De tegemoetkoming wordt berekend per gemeente en per inwoner naar rata van het saldo dat op de kasgeldleningen op 1 januari 1991 nog moet terugbetaald worden.

**Art. 5.** In afwijking van artikel 3 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 juni 1991 tot vaststelling van de criteria inzake verdeling van het krediet voorzien in artikel 43.06.02, programma 02, afdeling 14, door het decreet van 20 december 1990 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1991, is de verhogingscoëfficiënt van 0,03802469323578 niet van toepassing op de aandelen die uit de verdeling van die tranche voortkomt, maar op de hele tranche.

**Art. 6.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTES

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 27 mei 1991, dat in werking treedt op 6 januari 1992, is de heer Baix, E., hoofdgriffier van de rechtbank van koophandel te Charleroi, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 27 mai 1991, entrant en vigueur le 6 janvier 1992, M. Baix, E., greffier en chef du tribunal de commerce de Charleroi, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.